

Section I: Identification and JP Status

Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Semester: 2-11

Country	Haiti
Thematic Window	Conflict Prevention and Peacebuilding
MDGF Atlas Project	MDGF-1977-F-HTI # 73337
Program title	Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Report Number	
Reporting Period	2-11
Programme Duration	
Official Starting Date	

Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none"> * IOM * UNDP * UNESCO * UNFPA * UN Women
--------------------------------	--

Implementing Partners

Budget Summary

Total Approved Budget

UNDP	\$3,054,850.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$711,550.00

UN Women	\$540,350.00
UNESCO	\$367,010.00
Total	\$7,000,000.00

Total Amount of Transferred To Date

UNDP	\$1,868,368.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$555,330.00
UN Women	\$438,700.00
UNESCO	\$367,010.00
Total	\$5,555,648.00

Total Budget Committed To Date

UNDP	\$1,422,908.95
IOM	\$1,678,441.71
UNFPA	\$330,908.21
UN Women	\$430,284.47
UNESCO	\$169,195.58
Total	\$4,031,738.92

Total Budget Disbursed To Date

UNDP	\$978,077.43
IOM	\$1,644,264.57
UNFPA	\$279,908.21
UN Women	\$321,091.17
UNESCO	\$116,145.58
Total	\$3,339,486.96

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would

require you to advise us if there has been any complementary financing provided for each programme as per following example:

Please use the same format as in the previous section (budget summary) to report figures (example 50,000.11) for fifty thousand US dollars and eleven cents

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Cost Share	MFA NORVEGE	\$828,272.00	\$96,835.00	\$481,500.00	\$249,936.00
Cost Share	BCPR-TTF	\$0.00	\$7,500.00	\$42,500.00	\$0.00
Counterpart		\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
local opinion leaders	27	27	Communities	Conflict Resolution and Reconciliation
vulnerable men and women	7,000	7,349	Communities	Support to Income Generating Activities
Community-based Women's organisations	97	97	Civil Society Organisations	Access to Justice
women victims of violence	305	305	Citizens/Women	Access to Justice

Section II: JP Progress

1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (1000 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

RESULTAT 1 : augmentation des fournitures de services et sensibilisation des communautés :

- 5 centres d'écoute fonctionnels accompagnant 305 victimes et sensibilisent 16,300 personnes
- 31 projets de réhabilitation communautaire mis en œuvre à date
- 526,366 personnes potentiellement sensibilisées par 9 radios communautaires et la radio nationale de télédiffusion d'Haiti renforcées
- 258 jeunes d'associations mobilisés contre la violence
- 10,000 personnes mobilisées lors du 25 novembre 2011

RESULTAT 2 : finalisation a plus de 80% des études et mappings et renforcement de l'Observatoire :

- 80% du mapping des acteurs de la violence finalisé
- 80% de l'étude prospective/ évaluation des centres de santé finalisée
- 90% de l'étude d'IDEJEN sur les opportunités socioéconomiques locales finalisée
- 100% des enquêtes de victimisation du programme conjoint réalisées

RESULTAT 3 : fonctionnement de l'unité d'exécution du PC

Progress in outcomes

Effet 1

- La fourniture de services (hors service médical) aux personnes victimes de violence améliorée
- Les activités de sensibilisation/formation par des partenaires locaux directement multipliées
- La création du Réseau de communicateurs contre la violence et Réseau des jeunes artistes contre la violence et criminalité
- 7,349 personnes ont touché une indemnité dans le volet de création d'emplois des projets de réhabilitation communautaire

Effet 2 :

- Capacités à produire et coordonner des recherches considérablement augmentées par l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité
- Etablissement d'une plateforme d'échange, d'un Comité Scientifique et mis en place du site internet de l'ONAVC
- L'ONAVC participe activement dans le projet d'encouragement à la recherche et à l'étude de sécurité dans et autour des camps de Port-au-Prince
- Le mapping des acteurs et l'évaluation de centres de santé contribuent aux efforts pour améliorer la prise en charge des femmes victimes de violence

Progress in outputs

Output 1.1 : peu avancé

Output 1.2 : complété à 60% (31 projet HIMO sur tout le PC à date mais retard dans la mise en œuvre de la formation professionnelle et placement du fait du retard dans la

préparation de l'étude)

Output 2.1 : achevé à 40% (formation des radios communautaires et activités de sensibilisation : une centaine de jeunes d'associations formés sur la prévention de la violence/conflits et arts, 27 leaders d'opinion influents formés sur la violence conjugale, 2,000 personnes par ville sensibilisées lors du 25 novembre 2011)

Output 2.2 : 5 centres d'écoute formés et fonctionnels,

Output 2.3 : complété à 70% (formation radios communautaires et journalistes)

Output 3.1 : le système de collecte de données se met en place mais n'a pas encore pu donner lieu à un diagnostic. De la même façon, le lien entre les institutions collectant des données sur la violence n'a pu être formalisé mais des collaborations ponctuelles ont été établies.

Output 3.2 : n'a pas été avancé

Output 4.1 : en cours (on track)

Measures taken for the sustainability of the joint programme

la pérennisation des acquis du programme conjoint est l'objectif transversal principal du plan de travail 2012. Cette stratégie passe par les étapes suivantes:

- concernant l'ONAVC: renforcement des capacités techniques, appui au réseautage national et régional et appui à la mobilisation de ressources;

- concernant les Centres d'Ecoute et les radios communautaires: renforcement de leurs capacités techniques et de gestion, appui à la mobilisation de ressources et au réseautage local avec les autres partenaires travaillant dans le domaine de la prévention de la violence;

- concernant les plateformes locales de concertation et PRV: l'identification de ces plateformes est en cours. l'objectif est d'appuyer des structures de coordination déjà existantes. concernant les PRV, et sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours, le PC devra identifier un dépositaire local et travailler avec les bailleurs de fonds afin que ces plans soient partiellement financés.

Are there difficulties in the implementation?

Coordination with Government

Administrative / Financial

What are the causes of these difficulties?

External to the Joint Programme

Other. Please specify

la difficulté d'identifier des processus inter-agences pour monter des activités de façon conjointe. il n'existe pas de format spécifique aux programmes conjoints leur permettant de faire des accords entre les partenaires locaux et les différentes agences de façon simple en un seul accord.

Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing

Les difficultés relèvent de deux éléments particuliers:

1. La dispersion et diversité des villes cibles du programme conjoint : la présence d'une équipe locale régulière ou constante dans chacune des villes cibles a posé de nombreux problèmes de suivi et de mise en œuvre pour les agences des Nations Unies, mis à part pour OIM qui a une présence dans chacune de ces zones. Ceci a créé des complications en termes de coordination locale, suivi des activités sur le terrain et visibilité du programme, notamment vis-à-vis des autorités locales.

2. La difficulté de convoquer les différents organes ou contreparties du programme conjoint ensemble : les agences partenaires ne connaissent pas nécessairement de problème à contacter et rencontrer leurs contreparties de façon régulière. En revanche, il est très complexe de mettre ensemble les différentes contreparties nationales du programme conjoint pour définir une stratégie conjointe, interdisciplinaire, interministérielle et coordonnée entre les niveaux local et central.

Briefly describe the current external difficulties that delay implementation

Le contexte politique en 2011 : les violences politiques engendrées par une élection présidentielle controversée et l'absence d'un gouvernement capable de prendre des décisions politiques pendant plus de 4 mois ont empêché la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités institutionnelles. Ce contexte change considérablement le contexte dans lequel le projet aurait dû se développer. De façon générale, les priorités identifiées en 2010 demeurent en 2011 et ne mettent donc pas nécessairement l'accent sur les activités et produits du programme conjoint. Néanmoins, les phénomènes de violence et de criminalité, et notamment les violences faites aux femmes, demeurent une thématique reconnue comme importante en Haïti par tous les acteurs nationaux et locaux.

En termes de suivi et d'évaluation et au niveau des contributions de l'Observatoire national de la violence et de la criminalité, le partage de données de façon officielle entre institutions est un souci qui empêche toujours d'obtenir des données consolidées, et de pouvoir suivre et reporter sur les indicateurs des OMD et Conflits.

Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties

Afin de répondre aux divers défis identifiés ci-dessus, le programme conjoint a mis en place les mesures suivantes :

- Recrutements de Volontaires des Nations Unies dans chacun des départements du PC : 2 VNU identifiées en 2011. Les recrutements pour les deux autres VNU seront finalisés en février 2012 (du fait du manque de candidats qualifiés pour ce poste à Ouanaminthe et aux Cayes). Les VNU sont également en charge de cueillir les données judiciaires / hospitalières dans les villes cibles du programme conjoint afin de palier en partie le déficit de statistique au niveau des villes cibles du programme conjoint.

- Stratégie de visibilité du Programme Conjoint en utilisant le plan de plaidoyer et en diffusant mieux la newsletter du PC, notamment au niveau local et en s'assurant de mieux communiquer sur les avancées du programme conjoint et ses activités de façon générale

2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

Is the joint programme still in line with the UNDAF?

Yes true
No false

If not, does the joint programme fit the national strategies?

Yes
No

What types of coordination mechanisms

Tel que présenté dans le dernier rapport et lors de l'évaluation à mi-parcours, les activités réalisées de la façon la plus 'conjointe' possible sont celles qui sont définies des le

départ, ensemble, et sous la supervision directe de l'Unité d'Exécution du PC. Cette dernière joue le rôle de moteur et prend souvent l'initiative de discuter en parallèle des activités conjointes afin de définir des concepts notes ou les responsabilités de chacune des agences sont définies pour un produit/ une activité bien précise.

Un tel mécanisme a très bien marché pour la conceptualisation du colloque international, le projet d'encouragement à la recherche sur la violence, l'étude pour l'évaluation des centres de sante / l'étude prospective pour la collecte des données hospitalières/ l'organisation des activités du 25 novembre 2011 (journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes), etc...

Les VNUs permettront de concrétiser les décisions de coordination du niveau central au niveau local.

Please provide the values for each category of the indicator table below

Indicators	Baseline	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs	3	7	1 microgrant URAMEL (PNUD/UNFPA) 1 lettre d'accord / contrat UEH (PNUD/UNESCO) 3 panels d'evaluation interagence (VIVA RIO - IDEJEN - URAMEL)	copie des minutes et participants disponible a l'Unite d'Execution (UE)
Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	0	3	2 panels de recrutements etude evaluation hopitaux etude evaluation opportunités socioeconomiques	copie des TdR et accords auprès de l'UE
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	0	2	diagnostic conjoint (atelier strategique nov. 2010) visite d'evaluation conjointe UE-ONUFEMMES (PDP - dec. 2011) visite d'evaluation UE-ONUFEMMES-OIM (dec. 2011)	copie de l'ordre de mission et/ ou rapport

3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not Involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the government involved?

Policy/decision making

Management: service provision

le gouvernement oriente les décisions concernant les activités du programme conjoint.

Il met également en œuvre des activités du programme conjoint (par exemple le MJSAC)

Who leads and/or chairs the PMC?

- La Directrice principale du PNUD dirige le CGP.
- Le CGP s'est réuni le 19 janvier 2011 afin d'approuver le plan de travail 2011 et le rapport annuel 2010.
- Les membres du CGP ont également été conviés à la revue des recommandations préliminaires de l'évaluation à mi-parcours du programme conjoint (décembre 2011)

Number of meetings with PMC chair

- 12 Minutes de réunions de coordination, de pilotage ont été réalisées au cours de l'année 2011.

- 1 atelier de revue stratégique et opérationnelle du programme conjoint le 20 décembre 2011 (contreparties nationales, partenaires et agences du PCCS).

- Environ 30 réunions bilatérales (au moins deux agences avec ou sans partenaire national) sont organisées.

Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Policy/decision making
Management: service provision

Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities are the citizens involved?

Policy/decision making

Where is the joint programme management unit seated?

UN Agency

Current situation

I. Le gouvernement actuel (depuis le deuxième semestre 2011) est un gouvernement qui vient de prendre ses fonctions mais des cadres clés des Ministères partenaires (notamment MCFDF et MJSAC) sont encore en fonction ce qui permet de mobiliser nos contreparties pour la définition et mise en œuvre des activités du PC.

II- Les citoyens n'ont pas encore pu pleinement s'approprier du PC car le mécanisme principal de dialogue avec les communautés n'a pu être mis en place de façon continue. Néanmoins, au niveau de la société civile, toutes les activités sur le terrain sont coordonnées avec les autorités locales et les organisations de base présentes dans les quartiers vulnérables. Les organisations de base de femmes qui gèrent et assurent la mise en œuvre des centres d'écoute pour les femmes victimes de violences VBG, les groupements de jeunes leaders qui se mobilisent pour leur communauté en terme de gestion de conflits et les activités de sensibilisation assurées par les radios communautaires en sont des exemples palpables. Par ailleurs, toutes les activités de réhabilitation communautaire sont issues des propositions des communautés.

III- L'intégration et la responsabilisation du secteur privé dans le PC est en cours. La stratégie de création d'opportunités socioéconomiques a été affinée et le mapping de l'offre et de la demande au niveau local débutera cet été afin d'initier les formations professionnelles à l'automne et de permettre le placement de ces professionnels dans les institutions des secteurs privé et public. Le projet s'appuie également fortement sur les Chambres de Commerce et d'Industrie départementales afin d'assurer une appropriation stratégique de cette activité de créations d'opportunités socioéconomiques.

4 Communication and Advocacy

Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?

Yes true
No false

Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy

cette stratégie n'a pu être validée mais les objectifs principaux en 2012 seront la visibilité du Programme conjoint qui n'est pas encore assurée, l'appropriation de ses objectifs par les communautés bénéficiaires et la visibilité d'un ou maximum 2 OMD.

What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice
Key moments/events of social mobilization that highlight issues
Media outreach and advocacy

What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?

Faith-based organizations	0
Social networks/coalitions	1
Local citizen groups	8
Private sector	0



Academic institutions 1
Media groups and journalist 10
Other

What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?

Household surveys
Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers

Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
Produit (s) du Programme Conjoint: Réduction de la Pauvreté par le biais de la prévention des crises et l'amélioration des moyens de subsistance	7080	a. nombre de travailleurs jour (désagrégés par sexe) qui reçoivent des indemnités	7349.0
Output 1.2: des groupes a risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes a haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productif porteurs		b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales	

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

En complément des activités de création d'opportunités socioéconomiques, notamment au travers des projets à haute intensité de main d'œuvre mais aussi par le biais d'une stratégie plurielle de création d'emplois, les principales contributions du Programme conjoint aux objectifs du millénaire pour le développement touchent l'autonomisation des femmes et la prise en charge des femmes victimes de violence.

Par le biais du renforcement des capacités des organisations de femmes, le programme conjoint a appuyé la prise en charge des femmes vulnérables victimes de violence et a apporté son soutien à l'autonomisation et le leadership des femmes de ces organisations par des formations sur la gestion, le leadership de groupes et d'organisations, la sensibilisation sur la prévention des conflits, etc. Ces organisations sont capables aujourd'hui d'assurer la prise en charge des femmes victimes de violence et sont en mesure de participer avec professionnalisme dans la prévention de la violence et de la criminalité dans leur communauté.

Au travers des projets HIMO mis en œuvre, le programme conjoint a permis à une tranche vulnérable et pauvre de la population des villes cibles de gagner une indemnité. Dans le choix des participants, au moins 30% des travailleurs sont des femmes. Cet argent gagné par certains des bénéficiaires a été un premier pas pour accéder à des besoins fondamentaux comme subvenir à l'éducation des enfants ou la mise en place d'une petite activité commerciale, etc.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

En 2012, l'accent va être surtout mis sur les opportunités socio-économiques accordées aux groupes vulnérables comme les jeunes à travers des activités de formations et de placements de ces jeunes dans des entreprises et les femmes à travers d'appuis technique et financier en entrepreneuriat féminin.



Du point de vue de l'appui au renforcement des capacités des autorités locales, le programme conjoint compte renforcer pendant 2012 la gestion par les autorités locales du phénomène de la violence et de la criminalité par le biais de la mise en place de plans de réduction de violence.

Section IV: General Thematic Indicators

1 National capacities to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

1.1 Type/number of new mechanisms (supported by the joint programme) that respond to popular demands/dissatisfaction related to existing and/or potential sources of conflict (i.e. denial of rights, urban violence, discrimination, etc.)

Policies

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

Laws

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

Plans

National	0
Regional	0
Local	0

Forums/roundtables

National	0
Regional	0
Local	0

Working groups

National	0
Regional	0
Local	0

Dialog clubs

National	1 (plateforme ONAVC)
----------	----------------------

Regional 0
Local 5 (org. femmes)

Cooperation agreements

National 0
Regional 0
Local 0

Other, Specify

National 0

creation du reseau des communicateurs contre la violence (Port-de-Paix, Gonaives et Artibonite).

Creation d'un reseau de jeunes artistes aux Gonaives

Regional 1

creation du reseau des communicateurs contre la violence (Port-de-Paix, Gonaives et Artibonite).

Creation d'un reseau de jeunes artistes aux Gonaives

Local 1

creation du reseau des communicateurs contre la violence (Port-de-Paix, Gonaives et Artibonite).

Creation d'un reseau de jeunes artistes aux Gonaives

1.2 Please briefly provide some contextual information on the above mentioned mechanisms and the country/municipality where it will be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact)

Dans les cinq villes du programme conjoint, et après plusieurs formations sur la gestion de conflits et l'utilisation de l'art contre la violence, les jeunes bénéficiaires ont mis en place un réseau de mobilisation contre la violence qui arrive à donner une autre image à ces jeunes acteurs et à sensibiliser des jeunes des quartiers vulnérables des Cayes, de Gonaïves, de Saint-Marc et de Port-de-Paix.

Dans les cinq villes ciblées par le programme, une large partie des 27 journalistes et animateurs formés par le programme conjoint se sont mobilisés et ont rassemblé leurs compétences dans la prévention de la violence à travers leur réseau de communicateurs contre la violence. Ils ont plus de 500, 000 personnes potentielles sensibilisées à travers leurs émissions et spots contre la violence et la criminalité diffusés régulièrement.

Les 5 organisations de femmes dans lesquelles logent les centres d'écoute planifient des échanges réguliers sur la thématique de la violence dans les villes dans le but de sensibiliser leur communauté respective contre la violence sous toutes ses formes.

1.3 Number of citizens benefiting from the above mentioned mechanisms to channel their concerns

Total No. Citizens

Total	6297
% Ethnic groups	
Total Urban	6297
No. Urban Women	4874
No. Urban Men	1423
Total Rural	
No. Rural Women	
No. Rural Men	

Youth under the age of 25 years

Total	164
Total Urban	164
No. Urban Women	72
No. Urban Men	92
Total Rural	0
No. Rural Women	0
No. Rural Men	0

IDPs/Refugees

Total No.	0
Total Urban	0
No. Urban Women	0
No. Urban Men	0
Total Rural	0
No. Rural Women	0
No. Rural Men	0

Other, Specify

Total No.

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

Total Urban

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

No. Urban Women

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

No. Urban men

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

Total Rural

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

No. Rural Women

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

No. Rural Men

il est important de mentionner que des membres de commissions de femmes/ jeunes / personnes handicapées, un policier et un personnel de l'hôpital PLAN du camp Corail ont reçu une formation sur la prise en charge pluridisciplinaire et sur la sensibilisation contre la violence ce qui contribue à leur renforcement en tant qu'organe gerant en partie les plaintes des personnes déplacées vivant dans le camp.

1.4 Number of local and/or community plans for violence prevention implemented

Total

No. 0

Youth

No. 0

% of ethnic groups n/a

Women

No. 0
% ethnic groups n/a

Ethnic groups

No n/a

Other, Specify

No. n/a
% ethnic groups n/a

2 Capacity to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

2.1 Number of organizations and individuals with strengthened capacity in the following areas

Violence
Conflict mediation
Conflict resolution

Religion Leaders

No. 0
% ethnic groups n/a

Community Leaders

No. 25 (VC)
% ethnic groups n/a

Citizens

No. Women
No. Men
% ethnic groups

Judges

No. 2 (VC)
% ethnic groups n/a

Policeman

No. 2 (VC et Sensib. Corail)
% ethnic groups n/a

Civil servants

No. 0
% ethnic groups

Government representatives

No. 0
% ethnic groups

Youth organizations

No. 39
% ethnic groups n/a

Community based organizations

No. 5
% ethnic groups n/a

3 Impact of violent conflict reduced and/or mitigated

3.1 Number and type of violent incidents reported in the area of intervention through formal and informal channels

Social incidents (e.g. riots)

La recrudescence des actes de banditisme et de violence dans les camps à Port-au-Prince.

Port-de-Paix

a) Port de Paix apparait comme une ville relativement paisible, avec beaucoup de personnes qui circulent dans les rues la journée et le soir.

b) Les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols et les voies de fait.

c) Cas de récidives sont extrêmement nombreux mais pour le moment, il est difficile de le prouver par le biais de statistiques car il n'y a pas de bases de données judiciaires et

pénitentiaires là-bas.

d) Il existe peu de violences intercommunautaires. Celles-ci se manifestent avant tout lors du carnaval.

e) Il y a une certaine violence contre les autorités policières (attaques de commissariats, tentative de lapidation d'officiers de police, etc.).

f) La violence conjugale semble également être un problème assez sérieux

g) Des cas de drogués (a la marijuana, cocaïne, ou mélange des deux) ont souvent été mentionnés particulièrement à l'île de la Tortue

h) A priori, les groupes organisés locaux ne seraient pas directement liés au banditisme international

A Ouanaminthe la discrimination et le trafic d'hommes, des enfants en particuliers à la frontière haïtiano-dominicaine DAJABON, représentent les principales formes de violence.

Aux Cayes, le trafic de drogues reste un phénomène tabou qui n'est pas reconnu par les acteurs de sécurité.

A Gonaïves, Saint-Marc et les Cayes, les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols. Il ajouter également les cas de violence politique (élections présidentielles et législatives).

Partout les cas de violence domestique ou conjugale est reconnu comme étant assez courant.

Crime (Violent incidents)

La recrudescence des actes de banditisme et de violence dans les camps à Port-au-Prince.

Port-de-Paix

a) Port de Paix apparait comme une ville relativement paisible, avec beaucoup de personnes qui circulent dans les rues la journée et le soir.

b) Les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols et les voies de fait.

c) Cas de récidives sont extrêmement nombreux mais pour le moment, il est difficile de le prouver par le biais de statistiques car il n'y a pas de bases de données judiciaires et pénitentiaires là-bas.

d) Il existe peu de violences intercommunautaires. Celles-ci se manifestent avant tout lors du carnaval.

e) Il y a une certaine violence contre les autorités policières (attaques de commissariats, tentative de lapidation d'officiers de police, etc.).

f) La violence conjugale semble également être un problème assez sérieux

g) Des cas de drogués (a la marijuana, cocaïne, ou mélange des deux) ont souvent été mentionnés particulièrement à l'île de la Tortue

h) A priori, les groupes organisés locaux ne seraient pas directement liés au banditisme international

A Ouanaminthe la discrimination et le trafic d'hommes, des enfants en particuliers à la frontière haïtiano-dominicaine DAJABON, représentent les principales formes de violence.

Aux Cayes, le trafic de drogues reste un phénomène tabou qui n'est pas reconnu par les acteurs de sécurité.

A Gonaïves, Saint-Marc et les Cayes, les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols. Il ajouter également les cas de violence politique (élections présidentielles et législatives).

Partout les cas de violence domestique ou conjugale est reconnu comme étant assez courant.

Ethnic groups related 0

La recrudescence des actes de banditisme et de violence dans les camps à Port-au-Prince.

Port-de-Paix

a) Port de Paix apparait comme une ville relativement paisible, avec beaucoup de personnes qui circulent dans les rues la journée et le soir.

b) Les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols et les voies de fait.

c) Cas de récidives sont extrêmement nombreux mais pour le moment, il est difficile de le prouver par le biais de statistiques car il n'y a pas de bases de données judiciaires et pénitentiaires là-bas.

d) Il existe peu de violences intercommunautaires. Celles-ci se manifestent avant tout lors du carnaval.

e) Il y a une certaine violence contre les autorités policières (attaques de commissariats, tentative de lapidation d'officiers de police, etc.).

f) La violence conjugale semble également être un problème assez sérieux

g) Des cas de drogués (a la marijuana, cocaïne, ou mélange des deux) ont souvent été mentionnés particulièrement à l'île de la Tortue

h) A priori, les groupes organisés locaux ne seraient pas directement liés au banditisme international

A Ouanaminthe la discrimination et le trafic d'hommes, des enfants en particuliers à la frontière haïtiano-dominicaine DAJABON, représentent les principales formes de violence.

Aux Cayes, le trafic de drogues reste un phénomène tabou qui n'est pas reconnu par les acteurs de sécurité.

A Gonaïves, Saint-Marc et les Cayes, les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols. Il ajouter également les cas de violence politique (élections présidentielles et législatives).

Partout les cas de violence domestique ou conjugale est reconnu comme étant assez courant.

Other, specify

La recrudescence des actes de banditisme et de violence dans les camps à Port-au-Prince.

Port-de-Paix

a) Port de Paix apparait comme une ville relativement paisible, avec beaucoup de personnes qui circulent dans les rues la journée et le soir.

b) Les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols et les voies de fait.

c) Cas de récidives sont extrêmement nombreux mais pour le moment, il est difficile de le prouver par le biais de statistiques car il n'y a pas de bases de données judiciaires et pénitentiaires là-bas.

d) Il existe peu de violences intercommunautaires. Celles-ci se manifestent avant tout lors du carnaval.

e) Il y a une certaine violence contre les autorités policières (attaques de commissariats, tentative de lapidation d'officiers de police, etc.).

f) La violence conjugale semble également être un problème assez sérieux

g) Des cas de drogués (a la marijuana, cocaïne, ou mélange des deux) ont souvent été mentionnés particulièrement à l'île de la Tortue

h) A priori, les groupes organisés locaux ne seraient pas directement liés au banditisme international

A Ouanaminthe la discrimination et le trafic d'hommes, des enfants en particuliers à la frontière haïtiano-dominicaine DAJABON, représentent les principales formes de violence.

Aux Cayes, le trafic de drogues reste un phénomène tabou qui n'est pas reconnu par les acteurs de sécurité.

A Gonaïves, Saint-Marc et les Cayes, les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols. Il ajouter également les cas de violence politique (élections présidentielles et législatives).

Partout les cas de violence domestique ou conjugale est reconnu comme étant assez courant.

Comments

NOMBRE DE VICTIMES DE VIOLENCE REPORTES AU PREMIER SEMESTRE 2011

Janvier Février Mars Avril Mai Juin # Total

TOTAL VICTIMES 368376199 n/a n/a n/a 943

De façon générale, les chiffres avancés par la MINUSTAH pour 2011 et par rapport aux 3 années antérieures montrent une augmentation continue des phénomènes de violence (homicides / kidnappings / viols). Ces augmentations doivent être pondérées par l'amélioration du reporting de la police.

les taux d'homicide restent néanmoins inférieurs au taux d'homicide des pays de la Caraïbes et Amérique centrale). le taux de kidnapping par habitant est en revanche beaucoup

plus alarmant que le Honduras, Mexique et le Honduras qui ont le nombre de kidnappings le plus élevés de la région.

EVENEMENTS/INCIDENTS DE VIOLENCE ET DE CRIMINALITE DANS LES VILLES CIBLES DU PROGRAMME CONJOINT

(extrait de la revue de presse hebdomadaire de l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité)

PORT-DE-PAIX : 2011

oVendredi 14 octobre 2011: Un jeune homme abattu et un autre blessé gravement par un policier

oWeek-end du 4 au 6 novembre 2011 : La police a démantelé un gang qui opérait dans un quartier populaire de Port-de-Paix (nord-ouest) baptisé morne Polycarpe.

oSamedi novembre 2011 : Un cambiste, a été tué par balle tôt à Port-de-Paix (nord-ouest).

Les bandits ayant plongé la famille de la victime dans la désolation, en commettant ce crime, ont eu le temps de prendre la fuite.

CAYES : 2011

oLe citoyen Herve Fourcand est recherché par la justice haïtienne pour son implication présumée dans les actes de violence dans la ville des Cayes le 7 et 8 décembre de l'année dernière.

oMercredi 23 novembre : Un homme a été lynché le par un groupe d'individus à Laurent, 4ème section communale des Cayes (Sud d'Haïti).

OUANAMINTHE : 2011

oDans la nuit du 6 au 7 octobre 2011 : Incendie du bureau départemental de l'éducation nationale dans le Nord-est apparemment par des candidats malheureux aux examens officiels du baccalauréat.

oChaque année, quelque 2000 enfants haïtiens entrent illégalement en République dominicaine avec un passeur/trafiquant. Ils sont ensuite forcés à mendier, à se prostituer ou à travailler comme domestique, selon une récente étude de l'UNICEF.

oDes cas de parents qui vendent leur enfant. Les Haïtiens font cela depuis longtemps. La traite est une préoccupation occidentale beaucoup plus qu'haïtienne», indique Stéphane Tonon, policier de l'ONU responsable du dossier de la traite dans le nord-est d'Haïti.

oDans les neuf mois qui ont suivi le séisme, ce ne sont pas 2000, mais plus de 7000 enfants haïtiens qui auraient été victimes de trafic et envoyés en République dominicaine, selon Réseau frontalier Jeannot Succès, un groupe haïtien de défense des droits présent à 10 endroits stratégiques sur la frontière haïtiano-dominicaine.

SAINT-MARC : 2011

oSamedi 10 Août 2011 : trois bandits non identifiés circulant à motocyclette, ont tué dans le centre ville, un commerçant connu sous le nom de Blanc à compter de 3heures de l'après midi. Par la suite, les bandits ont emporté l'argent de la victime.

oSoirée du 23 Août 2011 : un jeune garçon de 23 ans, a été sauvagement battu par un policier UDMO (contingent spécialisé de la police d'Haïti).

oAu niveau de l'Hôpital Saint Nicolas de la ville : les femmes enceintes et souffrantes qui devraient être soignées gratuitement et dignement, font systématiquement l'objet de mépris de la part des infirmières qui exigent de l'argent avant de s'occuper de ces patientes malgré la gravité manifeste de leur état.

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE
MDG-F 1977-PC-PCCS: MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK
 2010-2011

Résultats Attendus (Outcomes & outputs)	Indicateurs	Ligne de base (actualisée après le 12 janvier 2010)	Cible Prévue pour l'ensemble du PC	Atteinte des cibles au 31 décembre 2011	Moyens de vérification	Méthode de collecte (avec les dates et fréquence indicatives)	Responsabilités	Risques & Assumptions
<p>OUTCOME 1: les capacités et mécanismes locaux pour prévenir et réduire la violence sont renforcés</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 1:</i> Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</p> <p>Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés</p>	<p>Indicateurs Output 1.1:</p> <p>a. nombre de communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées</p> <p>b. nombre de décisions/documents validés conjointement par les structures locales pour un consensus sur les priorités de réduction de la violence</p> <p>c. nombre de plans de réduction de la violence produits</p>	<p>Les activités de prévention/réduction de la violence restent ponctuelles et ne sont souvent pas coordonnées au niveau local et implique peu les communautés dans la conception de celles-ci.</p> <p>La violence reste préoccupante dans les régions cibles pour les raisons structurelles suivantes : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable</p>	<p>a/b/c Des plans de réduction de la violence sont produits et validés conjointement avec les structures locales dans 5 régions cibles et dans au moins 3 camps de Port au Prince et servent de cadre de référence pour les activités de développement/prévention de la violence</p>	<p>a. 44 quartiers/communautés vulnérables dans lesquels une enquête de victimisation a été menée, - 4,039 ménages touchés, soit 19, 54% de la population totale des quartiers précaires des villes cibles suivantes : Saint-Marc, Ouanaminthe, Port-de-Paix, Gonaïves et Les Cayes. - Enquête prévue à Port-au-Prince dans et autour des camps et de plusieurs quartiers prioritaires pour le gouvernement.</p> <p>b. 0 documents validés.</p> <p>c. 0 plans de réduction de la violence sont produits. - Mapping et évaluation des mécanismes de concertation/discussion en cours pour préparer les 5 Plans de réduction de la violence sur les priorités pour la réduction de la violence dans les villes cibles. - Recrutement de 4 VNUs régionaux en cours devant contribuer à l'élaboration des Plans</p>	<p>a. Comptes rendus/documents d'analyse/feuille de présence</p> <p>b. Minutes/documents validés par les structures locales</p> <p>c. les plans validés peuvent être consultés aux niveaux central/ local / et au sein de l'Unité d'Exécution du PC</p>	<p>a. focus group multi-sectoriels a. enquêtes de perception au sein des communautés a. études/analyses complémentaires produites</p> <p>b. envoi et archivage des copies desdits documents</p> <p>c. copie des plans de prévention de la violence</p>	<p>a/b/PNUD</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électoral, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p>EN BAISSÉ</p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de cholera H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p> <p>EN BAISSÉ</p>

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 1.2: des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productifs porteurs</p>	<p>a. nombre de travailleurs jour (désagregés par sexe) qui reçoivent des indemnités</p> <p>b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales</p> <p>c. nombre de jeunes (désagregés par sexe) formés dans les secteurs clés</p>		<p>a. 7000 personnes (dont au moins 30% de femmes) sont employées pendant au moins deux semaines</p> <p>b. une trentaine de projets de réhabilitation sont menés à bien dans les communautés cibles</p> <p>c/d/e. au moins 80 jeunes (40 hommes/40 femmes) formés et placés dans des entreprises privées</p>	<p>a. 63,271 travailleurs jours ont reçu des indemnités, dont 21,204 femmes et 42,067 hommes.</p> <p>a.a- 7,349 personnes pendant au moins deux semaines ont été employées, - 2,276 femmes (31%) - 5,073 hommes (69%)</p> <p>b. 31 projets de réhabilitation ont été mis en œuvre : 2010 : 17 projets mis en œuvre 3 projets de drainage de canaux 2 réhabilitations de route 5 projets de conservation des sols 1 place publique réhabilitée 1 projet d'électrification 1 pont piéton 4 captations de sources</p> <p>2011 : 14 projets mis en œuvre 2 canaux de drainage : 4 pavages de route 3 captations de 3 projets de conservation des sols 1 réhabilitation de route 1 réhabilitation de système d'eau</p> <p>c. 0 jeunes formés dans les secteurs clés pour l'emploi. - évaluation de l'attente et du niveau d'éducation des jeunes dans les communautés cibles est réalisée et des recommandations ont été faites</p>	<p>a. feuilles de présence et de paie</p> <p>b. visites de supervision et de suivi sur le terrain</p> <p>c. feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes dans les écoles/stages de formation</p> <p>d. des accords sont signés entre les entreprises privées et le PNUD</p>	<p>a. Tables consolidées des projets et bénéficiaires des projets à haute intensité de main-d'œuvre dans les 5 communautés cibles sont disponibles</p> <p>b. rapports de visite avec photos</p> <p>c. copies de ces feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes sont disponibles à l'Unité d'Exécution</p> <p>d. les originaux des accords signés sont disponibles</p>	<p>OIM sur les activités HIMO et la formation professionnelle</p> <p>PNUD sur les activités liées au placement des jeunes dans les entreprises privées</p>	<p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans cinq villes différentes. H3 : au travers de la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination</p> <p>EN BAISSÉ</p> <p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempête de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet. H4 : en demandant une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble des activités du cadre de résultats prévus.</p>
--	---	--	--	--	---	---	--	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p>pour le marché de l'emploi</p> <p>d. nombre de partenariats définis avec les entreprises du secteur privé pour le placement de jeunes</p> <p>e. nombre de jeunes vulnérables (désagrégés par sexe) placés dans des entreprises privées après avoir été formés</p>			<p>- Préparation pour la formation des jeunes dans des secteurs clé du marché de l'emploi</p> <p>d. 0 partenariats définis avec les entreprises du secteur privé pour le placement des jeunes.</p> <p>- définition d'une stratégie de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (CCIH), certaines entreprises privées et le Projet MDG</p> <p>e. 0 jeunes vulnérables placés dans des entreprises privés</p>	<p>e. visites de suivi dans les entreprises (pour vérifier la mise au travail effective du jeune placé)</p>	<p>au PNUD</p> <p>e. compte-rendus des visites de suivi dans les entreprises (archivage au sein de l'Unité d'Exécution)</p>		<p>R5 : réticence du secteur privé à employer les jeunes vulnérables et peu expérimentés</p> <p>H5 : en mettant des mécanismes de subvention et/ou de stage, les entreprises seront plus coopérantes</p>
--	--	--	--	--	---	---	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p><i>OUTPUT CONJOINT 2:</i> <i>L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</i></p> <p>Output 2.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer l'accès des communautés aux services sont mises en œuvre</p>	<p>Indicateurs Output 2.1 :</p> <p>a.Nombre de jeunes sensibilisés par des activités de réduction de la violence</p> <p>b.Nombre de jeunes et d'associations de jeunes mobilisés pour leur communauté</p>	<p>Les focus groups et le mapping orchestre par ONU FEMMES nous fournissent les éléments suivants concernant l'état de la violence dans les 5 zones cibles. Ces informations restent néanmoins relatives et incomplètes car l'enquête de perception n'a pas pu encore avoir lieu :</p> <p>Ouanaminthe, une perception d'augmentation de la violence a été recensée mais non vérifiée</p> <p>De la même façon, les conclusions du focus group organisé à Port-de-Paix et les Cayes montrent une perception d'augmentation des phénomènes de violence et de criminalité. Des critiques concernant des phénomènes de corruption qui</p>	<p>20% de réduction de la perception de la violence et de l'insécurité par la population des communautés en deux ans</p>	<p>a. 300 journalistes ont bénéficié d'une formation visant à renforcer les capacités des journalistes lors des élections présidentielles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un Spectacle des jeunes d'Haïti Tchaka Dance a mobilisé plus de 1,000 jeunes lors de la Journée Internationale de la Paix du 21 septembre 2010. - 2,000 jeunes sont sensibilisés à Port-de-Paix lors de l'inauguration d'un terrain de football. - Environ 10,000 personnes sont sensibilisées sur la VBG lors de la journée mondiale contre la violence faite aux femmes (25 novembre 2011) - Environ 16,300 personnes sont sensibilisées contre la violence à travers des spots, des émissions Télévisées par les Organisations de femmes. - De plus, des activités de prévention aux Cayes et à Port-de-Paix utilisant l'évènement de la coupe du monde de 2010 a mobilisé en deux semaines quelques milliers de personnes. <p>b. Des activités de sensibilisation pour les jeunes au travers de l'art ou du sport.</p> <p>2010 : 56 jeunes (Saint-Marc et Gonaïves) faisant parti de 13 organisations de jeunes;</p> <p>2011 : 108 jeunes faisant parti de 16 organisations de jeunes (34 aux Gonaïves, 32 aux Cayes et 42 à Port-</p>	<p>a.Rapports et publications sur les activités appuyées dans les communautés</p> <p>Minute des consultations entre les communautés et les institutions locales</p> <p>Données collectées et analysées par l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité</p>		<p>UNDP UNFPA UNESCO</p>	
--	---	--	--	--	--	--	----------------------------------	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p>c. nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles</p>	<p>entament la confiance entre les communautés et les autorités locales</p> <p>Les capacités des acteurs de la police et de la justice comme garants de la sécurité et du droit en Haïti sont remises en question de façon régulière</p>		<p>de-Paix) faisant parti de 16 organisations de jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation de 150 leaders d'organisations de jeunes dans les 5 villes cibles du Programme en leadership et gestion de projet - 1 réseau de jeunes artistes contre la violence et criminalité est créé - 27 leaders d'opinion (autorités locales et membres d'organisations) formés sur les violences conjugales <p>c. 0 nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles.</p>				
--	---	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 2.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologique aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des activités de sensibilisation sur la violence de genre mises en œuvre</p>	<p>a. Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre</p> <p>b. nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence</p> <p>c. nombre de centres d'écoute actifs</p> <p>d. Nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire dans les régions cibles</p>	<p>Mapping des besoins des organisations de femmes : OUANAMINTHE : Organisations de femmes actives et formées en GBV service de prise en charge disponible et sensibilisations continues mais sans obtenir une baisse de la violence faite aux femmes (perception que le GBV est en augmentation dans la région) Besoin de renforcer les capacités de la justice et de la police et de continuer l'encadrement des organisations de femmes</p> <p>PORT DE PAIX : Peu d'organisations de femmes dans la zone Fourniture de services faible Besoin en formation pour les médecins, policiers, avocats et organisations qui font de</p>	<p>Renforcement des capacités des organisations de base dans la prévention de la violence faite aux femmes et dans la prise en charge multidisciplinaire de femmes et filles victimes de violence de genre dans les 5 villes cible</p>	<p>a. 0 nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre.</p> <p>b. 6 formations au total pour les 5 organisations de femmes : - 3 formations en Gestion administrative et financière - 1 formation en Accompagnement des femmes violentées - 1 formation en Introduction sur l'accueil : Mise à nouveau sur la VBG - 1 formation/Sensibilisation en guide d'animation sur la VBG</p> <p>c. 5 centres d'écoute actifs (Saint-Marc, Gonaïves, Port-de-Paix, Ouanaminthe et les Cayes)</p> <p>d. 305 cas de violence VBG ont été enregistrés/ femmes victimes de violence bénéficiant de la prise en charge par les centres d'écoute dans les cas de violences basées sur le genre depuis novembre 2010</p>	<p>a. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>b. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>c. visites de supervision dans les centres</p> <p>d. les organisations remplissent et archivent des fiches par cas de violence basée sur le genre</p> <p>e. rapports semestriels préparés par chaque partenaire sur les</p>	<p>a. rapports d'activités sur les formations soumis a l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>b. rapports d'activités sur les formations soumis a l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>c. rapports de terrain évaluant la qualité des services fournis par les centres d'écoute</p> <p>d. Rapports soumis par les organisations de femmes sur les cas répertoriés de femmes/filles victimes (vérification des fiches lors des visites de terrain)</p> <p>e. une copie des rapports des partenaires est</p>	<p>UNFPA pour les activités liées a la prise en charge médicale</p> <p>ONU FEMMES pour les activités liées a la prévention et a la prise en charge multidisciplinaire</p>	
--	---	--	--	--	--	--	---	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p>e. nombre de rencontres communautaires et spots de télévision et radios qui transmettent des messages sur la prévention de la violence basée sur le genre</p>	<p>l'accompagnement de femmes victimes</p> <p>GONAIVES : mouvement féministe assez fort, travail en réseau intéressant et fourniture de services de très bonne qualité aux femmes victimes de violence</p> <p>SAINT MARC : 4 organisations de femmes actives mais sans coordination particulière entre elles</p> <p>LES CAYES : mouvement féministe assez faible avec seulement deux organisations de femmes travaillant dans l'aide aux femmes victimes de violence</p>		<p>e. 28 rencontres communautaires ont été réalisées par chaque organisation partenaire : 13 MOFAP, 5 KOFANE, 3 AFPROG, 2 OFC et 5 GADES.</p> <p>- 9 Réalisation de spots publicitaires et d'émissions :</p> <p>1) CAYES : (3 spots audio et 2 vidéos diffuses au moins 3 fois jour sur 3 chaînes de TV et 5 stations de radio depuis septembre 2011)</p> <p>2) Port-de-Paix : (1 Emission de radio de 15mn sur les VBG pour la promotion de l'ouverture du centre en Juin 2011)</p> <p>3) Ouanaminthe : (3 Emissions de radio sur les VBG durant les fêtes patronales en Aout 2011)</p>	<p>activités de prévention</p>	<p>envoyée pour archivage à l'Unité d'exécution du PC</p>		
--	--	--	--	--	--------------------------------	---	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 2.3: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence faite aux femmes, et promotion de la cohésion sociale renforcée au travers d'émissions de radio nationales et communautaires</p>	<p>a. Nombre de jeunes hommes et de femmes sensibilisés sur la paix et la prévention de la violence</p>		<p>Les thèmes de prévention de la violence sont traités de façon régulière et appropriée par les medias</p> <p>50 inspecteurs pédagogiques et 230 directeurs d'écoles sont formés pour comprendre et gérer les manifestations de violence dans les écoles</p> <p>40 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p>	<p>a. 526,366 personnes sont potentiellement sensibilisées sur la paix et la prévention de la violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 248,025 hommes potentiels sont sensibilisés 278,341 femmes potentielles sont sensibilisées <p>a.a 21 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p> <p>-- 9 radios communautaires et la radio télédiffusion nationale d'Haïti (RTNH) sont impliquées dans les activités de sensibilisation sur la paix et la prévention de la violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 émissions de radio de 30 minutes et de 12 spots de promotion de la non-violence ont été produites pour les 5 zones cibles (Port-de-Paix, Gonaïves, Saint Marc, Les Cayes, Ouanaminthe). <p>- 1 document pédagogique est produit et distribue aux participants en guise d'aide mémoire. Ce document est également disponibles sous forme de livret imprimé à 250 exemplaires pour distribution à d'autres publics</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 réseau de communicateurs contre la violence est créé 	<p>Rapports et publications sur les activités mises en œuvre au sein des communautés concernant les jeunes et les femmes</p> <p>Minutes des consultations avec les femmes et les jeunes des communautés</p>	<p>Préparation de questionnaires</p> <p>Enquêtes périodiques des bénéficiaires</p>	<p>UNESCO</p>	
--	---	--	--	---	---	--	---------------	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>OUTCOME 2: les capacités et systèmes nationaux pour comprendre les causes et dynamiques des crises et de la violence et pour articuler des réponses pertinentes sont renforcés</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 3:</i> <i>La capacité nationale du gouvernement à trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</i></p> <p>Output 3.1: des analyses multidimensionnelles empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont développées</p>	<p>a. Nombre de diagnostics locaux sur la violence, et notamment la violence faite aux femmes, préparés et diffusés</p> <p>b. nombre d'analyses sur la violence en Haïti produites et diffusées</p> <p>c. Etablissement d'une plateforme d'échange active avec les acteurs impliqués dans la collecte et la prévention de la violence en Haïti,</p>	<p>L'observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONVC) créé en août 2009 a été détruit après le tremblement de terre mais les données collectées depuis septembre 2009 ont été sauvegardées.</p> <p>L'UEH, qui abrite et pilote l'Observatoire, a perdu 9 de ses 11 édifices, ainsi que de nombreux étudiants et professeurs lors du séisme.</p> <p>Il existe peu de données fiables et harmonisées sur la violence et la criminalité en Haïti, ce qui rend l'analyse de données y relatives complexe et souvent partielle</p> <p>Il n'existe aucune donnée consolidée pour étudier les niveaux et formes de violence au sein des camps des</p>	<p>Des analyses empiriques et reconnues nationalement et internationalement sur les phénomènes de violence en Haïti et des recommandations aux politiques publiques sur la violence, incluant la violence faite aux femmes sont produites</p>	<p>a. 0 diagnostics locaux sur la violence</p> <p>- L'Observatoire a un site internet fonctionnel qui est en phase d'alimentation (en données, images, bulletins, etc).</p> <p>b. 2 bulletins de l'Observatoire sont élaborés mais n'ont pas été validés par le Comité Scientifique. 6 articles de recherche sont préparés en 2011.</p> <p>c. 1 une plateforme d'échange est active Des réunions de la plateforme d'échange a eu lieu tout au cours de l'année 2011 où la Police (PNH), DAP des ONG des droits de l'homme et des agences sont représentées.</p>	<p>a. Rapports de l'ONVC sur les progrès réalisés (rapports chaque trimestre) e, rencontres hebdomadaires et participation au comité scientifique de l'Observatoire pour la validation des études et analyses</p> <p>c. protocoles d'entente établis par l'Observatoire pour la collecte et analyse de données</p> <p>c. Ateliers et rencontres organisées par l'ONVC</p> <p>c. participation de l'ONVC dans des colloques internationaux</p> <p>c. nombre d'utilisateurs du site internet de l'Observatoire</p>	<p>a. copie des rapports envoyés à l'Unité d'Exécution, copie de toutes les analyses et documents produits par l'Observatoire dans le cadre du programme</p> <p>b. Soumission opportune par le Rectorat des rapports et produits d'analyses (i.e. bulletins)</p> <p>c. copie rapports de trimestre de l'ONVC soumis au PC</p> <p>c. invitations du PC pour participer aux ateliers de rencontre</p> <p>c. Coupure de presse sur les activités de l'Observatoire</p>	<p>Le PNUD gère directement l'accord avec le Rectorat de l'UEH concernant l'Observatoire</p> <p>Le PNUD fait partie du comité scientifique et d'orientation de l'Observatoire (pour toute publication)</p> <p>Le PNUD facilite les partenariats avec UNFPA et UNESCO pour leurs activités respectives</p>	<p>R: manipulation politique de données sur la violence</p> <p>A: impact des données sur la violence armées sur les différents secteurs du gouvernement</p> <p>R : difficultés à obtenir les données officielles pour les produire régulièrement</p> <p>A : la mise en place de protocole d'entente et la reconnaissance de l'Observatoire doit améliorer la collecte de données</p> <p>RISQUE EN HAUSSE</p>
---	---	--	---	---	--	---	---	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p>zones affectées et l'observatoire a été reconnu comme particulièrement bien placé pour mener à bien cette activité</p> <p>d. un mécanisme de partage de données spécifiques sur la violence basée sur le genre existe entre l'ONVC, la Concertation Nationales, le MCFDF et l'INS</p> <p>e. Nombre de personnes formées à la méthodologie du Safety Audits dans les communautés cibles</p>			<p>d. 0 mécanisme fonctionnel du fait que les informations et données disponibles ne sont pas encore systématisées par l'Observatoire et ne sont pas partagées officiellement par les instances de production de données.</p> <p>e. 1 personne formée : gestionnaire de l'Observatoire contre la violence et la criminalité</p>	<p>d. rencontres des partenaires pour la création d'un mécanisme de coordination</p> <p>e. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>c. rapport informatique sur le nb d'utilisateurs mensuels et analyse des tendances (dans le rapport du Rectorat au PNUD)</p> <p>d. minutes des réunions des partenaires partagées avec le PC</p> <p>e. copie des fiches et analyse des questionnaires</p>		
--	---	--	--	---	---	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le gouvernement et les communautés locales</p>	<p>a. Nombre de cadres du gouvernement, incluant le MPCE formés en analyse et gestion de conflits</p> <p>b. Les plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux</p>	<p>Les cadres du MPCE et Ministères Sectoriels ne sont traditionnellement pas formés aux techniques de gestion de conflits</p> <p>Il n'existe pas de mécanismes institutionnalisés</p>	<p>Les acteurs du gouvernement sont formés pour gérer des crises politiques ou sociales, connaissent la thématique de la violence en Haïti et sont formés sur les options de politiques publiques</p>	<p>a. 0 cadres du gouvernement formés en analyses et gestion de conflits. -A cause de l'absence d'une nouvelle équipe gouvernementale, le PNUD n'est pas en mesure de mettre en œuvre à temps cette activité.</p> <p>b. 0 plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux. Les bases d'un mécanisme de coordination sont en cours et attendent la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale pour être effectives</p>	<p>Evaluation des formateurs par les participants</p>	<p>Questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>UNDP</p>	<p>R: Instabilité politique résultant du tremblement de terre puis des élections et qui n'a pas encore permis d'identifier les participants adéquats</p> <p>A : la transition politique peut être chaotique mais devrait être assurée dans les premiers mois de 2011, ce qui permettra au programme de travailler au niveau institutionnel tel que prévu</p> <p>A : ce genre de formation peut créer un changement de comportement et sera opportun en 2011, dans le contexte de la transition politique et les enjeux de la reconstruction qu'Haïti va affronter</p>
--	---	--	---	--	---	---	-------------	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</p>	<p>a. Nombre de rapports narratifs et financiers soumis à temps au Secrétariat</p> <p>b. Nombre de minutes de réunions du programme conjoint.</p> <p>c. Existence d'une stratégie de communication sur les ODM claire</p> <p>d. Existence d'un tableau de suivi et évaluation sur les indicateurs du programme</p>	<p>Le programme conjoint est constitué d'un NSC, un CPSC Board et d'une Unité d'Exécution pour une durée initiale de deux ans (du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2011)</p>	<p>a. Les rapports narratifs et financiers répondent aux standards exigés par les bailleurs et sont acceptés par les bailleurs</p> <p>b. le projet est coordonné et a un impact multisectoriel</p> <p>c. le projet est visible et son lien avec l'atteinte des objectifs du millénaire est reconnu</p> <p>d. le suivi et évaluation du projet est réalisé selon une méthodologie de collecte d'information claire et efficace</p>	<p>a. 2 rapports narratifs et 2 rapports financiers sont soumis à temps.</p> <p>- La matrice de suivi et évaluation est actualisée.</p> <p>- Grâce à la mise en place de l'unité d'exécution, le rapport annuel 2010 a été élaboré le 20 janvier 2011. Le rapport financier pour la demande de la deuxième tranche des fonds MDG a été élaboré le 26 mai 2011.</p> <p>b. 1 minute de réunion du Board a été réalisée au cours du mois de janvier 2011.</p> <p>- 12 Minutes de réunions de coordination, de pilotage ont été réalisées au cours de l'année 2011.</p> <p>- 1 atelier de revue stratégique et opérationnelle du programme conjoint, 20 décembre 2011 (contreparties nationales, partenaires et agences du PCCS).</p> <p>- Environ 30 réunions bilatérales sont organisées.</p> <p>c. 0 stratégie de communication sur les ODM, 1 plan de plaidoyer produit</p> <p>c. 4 newsletters sont produites et diffusées sur le site du MDG-F et sur le site du RC- Haïti.</p>	<p>a. Rapports narratives et financiers</p> <p>b. rencontres régulières du CPSC Board / NSC</p> <p>c. des articles sur le PC sont produits, notamment sur le site du MDG-F</p> <p>d. une matrice de données sur les avancées du programme est actualisée régulièrement</p>	<p>a. Copie des rapports semestriels et rapport final archivée</p> <p>b. Agenda / Présentations/Minutes du Comité National et Comité de Gestion et NSC</p> <p>c. coupures de presse, lien internet d'articles</p> <p>d. fichier Excel géré par l'Officier en Suivi et Evaluation</p>	<p>Toutes les agences partenaires</p>	<p>R: reconstituer une bonne coordination après une année de mise en œuvre à des niveaux d'exécution différents entre les agences</p> <p>A : la constitution de l'Unité augmentera de façon significative la coordination entre agences et permettra d'avancer plus rapidement et avec un impact renforcé</p>
--	--	---	---	--	--	--	---------------------------------------	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

				d.  tableau de suivi et de planification existe				
--	--	--	--	--	--	--	--	--

JOINT PROGRAMME RESULTS FRAMEWORK WITH FINANCIAL INFORMATION-2011

OUTPUTS	ACTIVITES	ANNEES			AGENCE ONU	Partenaire de mise en oeuvre	BUDGET PREVU					% delivery rate
		A1	A2	A3			TOTAL PC	total recu (T1+T2)	COMMITMENTS	MONTANT TOTAL ENGAGE (commitment et depenses)	depenses (2010/2011)	
JP OUTCOME 1 Renforcement des systèmes locaux et des capacités de prévention et de réduction de la violence dans cinq communautés												
Résultat Conjoint 1: Elaboration des plans de prévention de la violence et fourniture d'opportunités socioéconomiques aux jeunes à risque												
Output 1.1 : les structures de gouvernance locales, incluant les représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés	1.1.1 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du diagnostic				PNUD	ONAVC/URAMEL	50,000	50,000	9,976	54,676	44,700.00	89.40
	1.1.2 : appuyer le renforcement des plateformes/mécanismes de coordination entre les autorités locales, la société civile, la police, les courts locales de justice, pour construire un consensus sur les				PNUD	ONG/autorités locales/CBOs	80,000	50,000	0	0	0	0
	1.1.3 a: sur la base d'une méthodologie commune, appuyer l'analyse des parties prenantes sur les sources et manifestations de la violence, incluant la désagrégation par le genre et l'âge, et mettre en place des études complémentaires				PNUD	ONAVC/ONG/URAMEL	130,000	100,000	9,712	171,408	161,696.55	161.70
	1.1.3 b. sur la base d'une enquête de perception dans les camps vulnérables de Port-au-Prince, développer des plans locaux de réduction de la violence avec les parties prenantes incluant les leaders communautaires, la police, les gestionnaires de camps, les commissions de femmes et les				PNUD	CIPC/ONAVC	70,000	70,000	0	52,785	52,784.50	75.41
	1.1.4 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et				PNUD	CIPC/ONAVC	180,000	100,000	0	28,000	28,000	28.00
							510,000	370,000	19,688	306,869	287,181.05	
des groupes à risque identifient d'opportunités économiques au travers de l'entrepreneuriat et de formation dans les secteurs productifs porteurs	1.2.1 Appui à la réhabilitation des actifs de la communauté au moyen de programmes de haute intensité de main-d'œuvre.				OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de	2,029,056	2,029,056	31,941.25	1,570,873	1,536,696	75.73
	1.2.2 Formation professionnelle aux jeunes dans les secteurs/services nécessaires localement et identifiés dans les études de marché du travail.				OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	145,000	145,000	0	0	0	0

Output 1.2 : cibles bénéficiaires socioéconomiques du programme main-d'œuvre dans les secteurs	1.2.3 placement au sein d'entreprises du secteur public et privé de jeunes et femmes vulnérables et formés dans les 5 villes cibles du programme conjoint		PNUD	IDEJEN/entreprises locales des secteurs public et privé	390,000	200,000	48,888	98,103	49,215.05	24.61
					2,564,056	2,374,056	80,829	1,666,740	1,585,910.92	
Résultat Conjoint 2: Augmentation de l'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence et mobilisation des communautés contre la violence										
Résultat 2.1. Initiatives comprenant des campagnes de sensibilisation, organisation d'activités culturelles et sportives, et études sur les sources de la violence communautaire, y compris la VBG, pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer la fourniture de services aux communautés.	2.1.1a : Appui à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation contre la violence dans les communautés		PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de	200,000	140,000	2,835.00	128,189.57	125,354.57	89.54
	2.1.1b : sur la base de l'enquête de perception, appuyer la mise en œuvre de projets communautaires dans les camps vulnérables de Port-au-Prince		PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de	300,000	200,000	64,717.81	133,043.00	68,325.19	34.16
	2.1.2 : créer des espaces de dialogue et de création de confiance entre les communautés, la police et les cours de justice		PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de	90,000	70,000	0.00	3,147.22	3,147.22	4.50
	2.1.3. Appui aux associations de jeunes pour les engager dans la prévention de la violence à travers des activités culturelles, des centres de loisirs pour les jeunes et des		UNFPA	MJSAC/MCFDF/HTD	460,000	359,000	0.00	217,663.00	217,663.00	60.63
	2.1.4 Assister les professeurs des écoles fondamentales à comprendre et gérer les manifestations de la violence en Haïti		UNESCO	Ministère de l'Éducation/CNCU	55,000	55,000	0.00	0.00	0	0
	2.1.5 Assister la communauté académique dans la meilleure compréhension des sources de violence au niveau des jeunes		UNESCO	Ministère de l'Éducation/CNCU	60,500	60,500	53,050.00	64,752.00	11,702.00	19.34
				1,165,500	884,500	120,602.81	546,794.79	426,191.98		
Résultat 2.2: Initiatives comprenant la fourniture de services médicaux et psychosociaux aux survivants de violence sexuelle, renforcement des associations de femmes et campagne de sensibilisation sur la violence basée sur le genre réalisés	2.2.1. Renforcement de la fourniture de services médicaux aux victimes de la violence basée sur le genre.		UNFPA	MCFDF, Concertation Nationale, organisations de	185,000	140,000	51,000.00	95,733.73	44,733.73	31.95
	2.2.2 Amélioration de l'accès aux services de conseils pour les victimes de la violence basée sur le genre.		ONUFEMMES	MCFDF, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	300,000	275,000	61,193.30	257,547.30	196,354.00	71.40
	2.2.3. Appui aux campagnes de sensibilisation et d'éducation des communautés et des collectivités territoriales sur la violence basée sur le genre et renforcement des capacités des associations de femmes à mener des campagnes		ONUFEMMES	MCFDF, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	195,000	125,000	48,000.00	144,037.17	96,037.17	76.83
				680,000	540,000	160,193.30	497,318	337,124.90		
pour la prise en compte des besoins des	2.3.1b appuyer les communautés à renforcer la cohésion sociale, surtout auprès des jeunes (ex. Centre d'apprentissages communautaires)		UNESCO	radios locales et nationales National Television AJH	55,028	55,028	-	0	-	0

OUTPUT 2.3 Campagne de sensibilisation et éducatrice pour prévenir la violence, y compris VBG, et promotion de la collocation renforcées par le biais des radios nationales et communautaires.	2.3.2. Renforcer la compréhension des communautés et plus particulièrement des jeunes leaders sur les droits des citoyens par le biais des radios communautaires et la production de démissions et spots radio			UNESCO	SAKS	94,472	94,472	0.00	84,082.30	84,082.30	89.00
	2.3.3. améliorer le traitement de l'information par les journalistes, tout particulièrement les thématiques ayant une relation avec la violence.			UNESCO	radios locales et nationales National Television AJH	12,500	12,500	-	12,072.98	12,072.98	97
						162,000		-	96,155	96,155.28	
JP OUTCOME 2 Capacité du gouvernement national de formuler et de mettre en œuvre des réponses aux causes et dynamiques des crises et de la violence améliorée											
Résultat 3.1. Données empiriques par sexe et analyse sur les facteurs et dynamiques des crises et de la violence en Haïti développées	3.1.1 en partenariat avec l'Observatoire National de la Violence, préparer le mapping des initiatives et institutions impliquées dans la collecte de données et l'analyse des problèmes spécifiques liés à la			PNUD	ONAVC/URAMEL	20,000	20,000	0	47,507.21	47,507.21	237.54
	3.1.2 renforcer l'Observatoire National de la Violence pour appuyer les communautés des cinq zones cibles et les camps vulnérables de Port-au-Prince dans leur analyse des causes et conséquences de la violence, et, sur cette base, produire un diagnostic national de la violence			PNUD	ONAVC	200,000	140,000	0	19,489.32	19,489.32	13.92
	3.1.3. Renforcement de la capacité des partenaires nationaux concernés de faire des évaluations participatives sur la sécurité afin que les intervenants communautaires identifient quand /où éclate la violence.			ONUFEMMES	ONUFEMMES/ONAVC	10,000	10,000	0	0	-	0
	3.1.4. Strengthen the understanding of the sources of violence and frustration			UNESCO	Minsitère de l'Education Nationale, Université d'Etat d'Haïti, ONAVC, Universités privées,	65,500	65,500	0	0	-	0
	3.1.5. Renforcement du partage d'information entre le comité de collecte de données de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, l'Observatoire National de la Violence, le service des statistiques du ministère à la Condition féminine et			UNFPA	ONAVC/Concertation Nationale/Division des Statistiques du MCFDF/ IHSI	20,000	20,000	0	0	-	0
	3.1.6. Appui à l'établissement du réseau de partage des informations et des analyses des institutions concernées y compris des associations de femmes.			PNUD	ONAVC	40,000	20,000	0	0		0
	3.1.7 soutenir le développement et la présentation d'analyses de court et moyen termes sur les sources et les dynamiques de crise et de violence,			PNUD	ONAVC	200,000	130,284	7,750.00	71,692.42	63,942.42	49
					555,500	405,784	7,750.00	138,688.95	130,938.95		

Résultat 3.2. Renforcement des politiques sélectionnées et ajustement des programmes pour refléter les mécanismes de prévention de la violence et de coordination au sein du gouvernement et avec les	3.2.1 renforcer les capacités au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et d'autres ministères sectoriels, et en consultation avec le Cabinet du Premier Ministre, pour formuler des options de réponses pertinentes pour la prévention de crises et de la			PNUD	PNUD	100,000	50,000	0	0	0	0
	3.2.2 renforcer les mécanismes de coordination et de communication entre les Ministères ainsi qu'entre Port-au-Prince et les provinces afin de renforcer des réponses intégrées dans les 5 zones cibles.			PNUD	PNUD/ONAVC	40,000	40,000	0	0	0	0
						140,000	90,000	0	0	0	
Output 4.1 : Le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace	4.1.1 Coordination, administration, reporting et suivi du Programme			PNUD	PNUD	765,000	385,854	300,953.21	558,083.28	257,130.07	66.64
						765,000	385,854	300,953.21	558,083	257,130.07	
						6,542,056		690,016.07	3,810,649.22	3,120,633.15	

This table refers to the cumulative financial progress of the joint programme implementation at the
Definitions on financial categories
<ul style="list-style-type: none"> • Total amount planned for the JP: Complete allocated budget for the entire duration of the JP. • Estimated total amount committed: This category includes all amount committed and disbursed to date. • Estimated total amount disbursed: this category includes only funds disbursed, that have been • Estimated % delivery rate: Funds disbursed over funds transferred to date.